

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920-1921.

COMMISSION DES PÉTITIONS DES MOIS DE NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1920

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1920.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 824. | Par pétition datée de Lambermont, le 30 juin 1920,
Le conseil communal de Lambermont demande la
reconnaissance officielle du culte antoiniste.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 2. | 825. | Par pétition datée de Bruxelles, le 1 ^{er} juillet 1920,
Les président et secrétaire du groupement des pen-
sionnés civiques de l'État indépendant du Congo à
Bruxelles demandent le relèvement des pensions de ces
pensionnés.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Colonies.</i> |
| 3. | 826. | Par pétition datée de Bonheyden, le 28 juin 1920,
Le sieur Van Velthoven, à Bonheyden, prie la
Chambre de voter une loi en faveur des familles nom-
breuses.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Écono-
miques.</i> |
| 4. | 846. | Par pétition datée de Spa, le 6 juillet 1920,
Le sieur Mäser, Maurice, professeur de langues à Spa, |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

émet le vœu que l'État accorde une pension aux citoyens nécessiteux ayant atteint l'âge de 60 ans.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

5. 847. Par pétition datée de Gand, le 20 juin 1920,
Le secrétaire de la Ligue des anciens employés et ouvriers temporaires de la ville de Gand émet le vœu que les employés et ouvriers temporaires jouissent, au même titre que les employés et ouvriers de carrière, des avantages de la loi du 31 octobre 1919 accordant à cette catégorie d'employés une indemnité de vie chère avec effet rétroactif au 16 octobre 1916.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.*
6. 834. Par pétition datée de Dampremy, le 3 juillet 1920,
Le conseil communal de Dampremy demande des mesures en faveur des anciens déportés.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques, avec avis favorable.*
7. 855. Par pétition datée de Gand, le 8 juillet 1920,
964. Le sieur Lossie, Remi, soldat détenu à la prison centrale de Gand, demande son élargissement.
Même pétition, des sieurs Deigers, Léon, Deigers, Maurice, Six, Achille, détenus à la prison centrale de Gand, et De Proost, détenu à la prison de Bruges.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
8. 878. Par pétition datée de Jemeppe-sur-Meuse, le 6 juillet 1920,
Les président et secrétaire du conseil d'administration générale du culte antoiniste demande pour le dit conseil la personnification civile.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
9. 880. Par pétition datée de Mons, le 16 juillet 1920,
Le conseil provincial du Hainaut émet le vœu de voir le Gouvernement venir en aide aux veuves et orphelins des citoyens fusillés au cours de la guerre par l'ennemi.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques, avec avis favorable.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 10. | 881. | Par pétition datée d'Aubel, le 19 juillet 1920,
Le sieur Mathen, employé principal des chemins de fer de l'État, à Aubel, demande l'intervention de la Chambre aux fins d'obtenir le paiement d'arriérés de traitements pour la période de guerre.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.</i> |
| 11. | 882. | Par pétition datée de Bruxelles, le 20 juillet 1920,
Le sieur Hustin, Pierre, à Bruxelles, demande l'intervention de la Chambre aux fins de faire admettre une invention dont il est l'auteur.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.</i> |
| 12. | 897. | Par pétition datée de Bruxelles, le 27 juillet 1920,
Le sieur Van Mol, à Bruxelles, demande l'intervention de la Chambre aux fins de bénéficier des dispositions de la loi modifiant le taux de l'intérêt.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 13. | 898. | Par pétition datée de Roulers, le 21 juillet 1920,
Le sieur Baert, Gustave, demande l'intervention de la Chambre aux fins d'obtenir une indemnité pour réquisition d'un immeuble lui appartenant.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.</i> |
| 14. | 912. | Par pétition datée d'Arlon, le 18 juillet 1920,
Les présidents et secrétaires des Fédérations des combattants, des invalides et des déportés, à Arlon, demandent l'intervention de la Chambre en faveur des victimes civiles de la guerre.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.</i> |
| 15. | 920. | Par pétition datée de Châtelet, le 2 août 1920,
Les président et secrétaire de la Centrale syndicale des mineurs, à Châtelet, protestent contre l'ajournement éventuel par le Sénat du vote du projet de loi |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures.

Même protestation du secrétaire de la section syndicale de Courcelles Forrières, du secrétaire de la Centrale des mineurs, à Couillet, du secrétaire du syndicat des mineurs « L'Égalité », à Marcinelle, des président et secrétaire de l'Union des mineurs « Les Frères réunis », à Châtelineau, du syndicat des mineurs « La Paix », à Courcelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

16. 926. Par pétition du 24 juillet 1920,
Le sieur Jacquemain, président de l'Amicale des Officiers de la campagne de 1914-1918, section du Brabant, à Bruxelles, prie la Chambre de suivre une politique dans laquelle « la sauvegarde du peuple belge prime toute autre considération ».
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.*
17. 927. Par pétition datée de Liège, le 3 août 1920,
Le Conseil provincial de Liège émet un vœu tendant :
1° A voir abroger et remplacer les n° 1, 2, 3 et 21 de l'article 69 de la loi provinciale relatif à certaines dépenses à inscrire obligatoirement au budget de la province;
2° A voir abroger et remplacer les articles 44, 45 et 46 de la même loi relatifs à la tenue des sessions.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.*
18. 933. Par pétition datée de Deynze,
Le sieur Verhelst, secrétaire de la section du parti ouvrier, à Deynze, proteste contre l'opposition du Sénat aux réformes démocratiques et demande sa dissolution.
- DÉCISION : *Ordre du jour.*
19. 934. Par pétition datée de Gand,
Le sieur Verschraegen, secrétaire du parti socialiste à Gand, proteste contre l'opposition du Sénat aux réformes démocratiques.

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

Même protestation du sieur Vandebossche de la section du parti ouvrier à Renaix.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

20. 944. Par pétition datée de Bruxelles, le 27 juillet 1920,
Le secrétaire général de la Fédération typographique belge demande que la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures soit rendue applicable aux ouvriers travaillant dans les entreprises de journaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

21. 950. Par pétition datée de Lovenjoul, le 22 novembre 1920,
Le sieur Stroobants, cultivateur à Lovenjoul, demande que son bétail puisse rentrer à l'étable.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*

22. 951. Par pétition datée d'Anvers, le 22 novembre 1920,
Le secrétaire de la fédération rurale des ouvriers communaux demande l'application de la loi du 31 octobre 1919 sur les indemnités de vie chère à accorder par les communes à leurs agents salariés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.*

23. 952. Par pétition datée de Gand, le 10 novembre 1920,
Le secrétaire du syndicat des employés, à Gand, transmet un ordre du jour voté par les clercs et employés de notaires et émettant le vœu de voir subordonner une révision éventuelle du tarif notarial à un relèvement général des appointements des clercs et employés de notaires.

Même pétition du secrétaire général du Syndicat national des employés de Belgique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

24. 953. Par pétition datée de Farciennes, le 11 novembre 1920,
Les président et secrétaire du syndicat des mineurs, à

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Farciennes-Vieux-Saule, demandent que tout vieux houilleur qui pour des motifs de santé n'a pas pu travailler jusqu'à l'âge de 55 ans soit admis à la pension.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

25. 954. Par pétition datée de Namur, le 2 octobre 1920,
1031. Le conseil communal de Namur et de Verviers, et les
1035. président et secrétaire de l'association des classes moyennes (section des cabaretiers et distillateurs) d'Écclou et des localités environnantes demandent la révision de la loi sur l'alcool.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

26. 955. Par pétition datée de Gilly, le 7 août 1920,
Les président et secrétaire de la section des combattants, à Gilly, prient la Chambre de voter une loi contre les accapareurs.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

27. 956. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 août 1920,
Les président et secrétaire de l'Union professionnelle des Bottiers et Cordonniers, à Bruxelles, émettent un vœu en faveur du repos dominical.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

28. 957. Par pétition datée d'Angleur, le 7 septembre 1920,
Le sieur Cerfontaine, agent de police, à Angleur, demande à la Chambre d'intervenir auprès de M. le Ministre des Finances aux fins d'obtenir le remboursement des sommes déposées par lui à la Caisse d'Épargne.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

29. 958. Par pétition datée de Liège, le 11 septembre 1920,
Le conseil provincial de Liège, prie la Chambre de voter une loi permettant aux communes et aux provinces de s'associer en vue d'organiser la production et la distribution de l'énergie électrique sur leur territoire.

DÉCISION : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.

- | Numéros
du
feuillet. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|----------------------------|--|---|
| 30. | 959. | Par pétition datée de Bruxelles, le 23 septembre 1920,
Le président fédéral et secrétaire général de la Fédération nationale des fonctionnaires subalternes de la police soumettent à la Chambre différents vœux émis en congrès à Jumet.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 31. | 960. | Par pétition datée de Marcinelle,
Les président et secrétaire des Anciens Combattants socialistes, à Marcinelle, se déclarent adversaires du mode d'application de la loi établissant un impôt sur les revenus.
Même pétition des président et secrétaire de la Chambre syndicale des maîtres imprimeurs, à Mons, et de l'Union patronale des industries du fer, à Mons.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 32. | 961. | Par pétition datée de Menin, le 13 juillet 1920,
Le secrétaire du Parti ouvrier de l'arrondissement de Roulers-Thielt, demande à la Chambre de voter des mesures pour lutter contre la vie chère.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.</i> |
| 33. | 962. | Par pétition datée de La Louvière, le 10 septembre 1920,
Le sieur Nélis, à La Louvière, demande l'intervention de la Chambre dans une affaire judiciaire.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 34. | 963. | Par pétition datée de Lovenjoul, le 5 septembre 1920,
Le sieur Vanden Broeck, à Lovenjoul, demande l'ouverture d'une instruction administrative à charge d'un échevin.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 35. | 965. | Par pétition datée de Paris,
Le sieur Tresse, Albert, à Paris, revendique la propriété d'une invention.
DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 36. | 966. | Par pétition datée d'Anvers, le 21 octobre 1920,
Le sieur Van Verre-Janssens, à Anvers, demande
l'intervention de la Chambre pour qu'il puisse occuper
une maison dont il s'est rendu acquéreur.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 37. | 967. | Par pétition datée de Grammont, le 27 septembre
1920,
Le Conseil communal de Grammont demande que la
loi concernant l'impôt sur les tabacs soit révisée.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 38. | 968. | Par pétition datée d'Anvers, le 7 août 1920,
Le secrétaire du « Vlaamsche oudstrijdersbond », à
Anvers, demande la restitution des objets saisis au
local de cette association, au cours d'une perquisition,
et la libération du docteur Verduyn.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 39. | 969. | Par pétition datée d'Iseghem, le 28 octobre 1920,
Le président du « Katholieke Vlaamsche studiekring »,
à Iseghem, demande une amnistie en faveur des pri-
sonniers politiques et des prisonniers anciens combat-
tants.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 40. | 970. | Par pétition datée de Selzaete, le 5 novembre 1920,
Le président de la section des combattants, à Sel-
zaete, demande que les combattants soient exonérés de
la taxe sur les passeports.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étran-
gères.</i> |
| 41. | 971. | Par pétition datée de Liège, le 4 novembre 1920,
Les président et secrétaire de la Ligue nationale des
employés-ouvriers communaux temporaires à Liège
demandent la révision de la loi du 31 octobre 1919
accordant une indemnité de guerre aux employés sala-
riés des communes et des administrations de bienfai-
sance avec effet rétroactif au 1 ^{er} octobre 1916.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre
de l'Intérieur.</i> |

- | Numéros
du
feuillet. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|----------------------------|--|--|
| 42. | 995.
998.
1002.
1016. | <p>Par pétition datée de Comines, le 17 août 1920,</p> <p>Le conseil communal de Comines émet une protestation contre la proposition de loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.</p> <p>Même pétition des conseils communaux de Donsiennes, Jumet, Lodelinsart, Loncin, Moresnet, Neufchâteau, Ploegsteert, Seraing, Verviers, du secrétaire général de l'Assemblée wallonne, à Liège, du secrétaire de l'Association libérale démocratique de l'arrondissement, de Soignies à La Louvière, et des président et secrétaire de la Fraternelle wallonne, à Louvain.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 43. | 1003. | <p>Par pétition datée de Pironchamps, le 29 octobre 1920,</p> <p>Le conseil communal de Pironchamps émet un vœu en faveur de la séparation administrative.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 44. | 1026. | <p>Par pétition datée de Gand, le 1^{er} décembre 1920,</p> <p>Le secrétaire de la Ligue des anciens employés et ouvriers communaux de Belgique, à Gand, demande que la loi du 31 octobre 1919 accordant une indemnité de vie chère aux employés salariés des communes et des administrations de bienfaisance soit modifiée de façon qu'elle ait aussi ses effets pour tous les ex-employés et ouvriers temporaires communaux en service durant la guerre.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 45. | 1027. | <p>Par pétition datée de Herstal, le 19 novembre 1920,</p> <p>Les président et secrétaire de la Mutualité de retraite « L'Union fait la Force », à Herstal, demandent des modifications aux lois concernant les pensions de vieillesse.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

46.	1029.	Par pétition datée de Marchin, le 26 novembre 1920, Le conseil communal de Marchin émet une protes- tation contre le projet de loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.
-----	-------	--

*Décision : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre
de l'Intérieur.*

47.	1034.	Par pétition datée de Bouchout, le 10 décembre 1920, Le sieur Van de Wauwer, à Bouchout, demande l'intervention de la Chambre en faveur de la dame Pelgrims afin qu'elle obtienne le paiement des arriérés de sa pension de vieillesse.
-----	-------	--

*Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement.*

48.	1096.	Par pétition datée de Braine-le-Château, le 19 dé- cembre 1920, — Les président et secrétaire de la section des Combat- tants, à Braine-le-Château, demandent le vote d'une loi accordant une dotation aux déportés.
-----	-------	--

*Décision : Renvoi à M. le Ministre des Affaires
Économiques.*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

(NOVEMBER-DECEMBER 1920)

LIJST TOT OP 10 DECEMBER 1920.

VERZOEKSCRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT.

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. | |
|-----------------------------|--|--|
| 1. | 824. | Bij verzoekschrift uit Lambermont, gedagteekend 30 Juni 1920,
Vraagt de gemeenteraad van Lambermont de ambtelijke erkenning van den Antoinistischen eeredienst.

<i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i> |
| 2. | 825. | Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 1 Juli 1920,
Vragen de voorzitter en secretaris van de groepering der burgerlijke gepensioneerden van den Onafhankelijken Congo-Staat, te Brussel, de verhooging hunner pensioenen.

<i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Koloniën.</i> |
| 3. | 826. | Bij verzoekschrift uit Bonheyden, gedagteekend 28 Juni 1920,
Verzoekt de heer Van Velthoven, te Bonheyden, de Kamer eene wet te willen aannemen ten voordeele van de talrijke gezinnen.

<i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.</i> |

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

4. 846. Bij verzoekschrift uit Spa, gedagteekend 6 Juli 1920,
Drukt de heer Mäser, Maurice, taalleeraar, te Spa,
den wensch uit, dat de Staat een pensioen verleene
aan de noodlijdende burgers die den leeftijd van
60 jaar hebben bereikt.
- BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van
Nijverheid, Arbeid, en Bevoorrading.*
5. 847. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 20 Juni
1920;
Drukt de secretaris van den Bond der gewezen tijde-
lijke ambtenaren en werklieden der stad Gent den
wensch uit, dat de tijdelijke ambtenaren en werklieden,
op dezelfde wijze als de beroepsambtenaren en -werk-
lieden, de voordeelen genieten der wet van 31 October
1919, waarbij aan deze klasse van beambten een ver-
goeding voor levensduurte wordt toegekend met
terugwerkende kracht op 16 October 1916.
- BESLUIT : *Te verwijzen naar den Eersten Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken.*
6. 854. Bij verzoekschrift uit Dampremy, gedagteekend
3 Juli 1920,
Vraagt de gemeenteraad van Dampremy dat er
maatregelen worden genomen ten bate der oud-weg-
gevoerden.
- BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Eco-
nomische Zaken, met gunstig advies.*
7. 855. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 8 Juli 1920,
964. Vraagt de heer Lossie, Remi, soldaat opgesloten in
het centraal gevang te Gent, om op vrije voeten gelaten
te worden.
Zelfde verzoekschrift vanwege de heeren Deigers
Léon, Deigers Maurice, Six Achille, opgesloten in
het centraal gevang te Gent, en De Proost, opgesloten
in het gevang te Brugge.
- BESLUIT : *Te verwijzen naarden Minister van Justitie.*
8. 878. Bij verzoekschrift uit Jemeppe-sur-Meuse, gedagtee-
kend 6 Juli 1920,
Vraagt de voorzitter en secretaris van den algeme-

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

nen beheerraad van den Antoinistischen eeredienst rechtspersoonlijkheid voor gezegden raad.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

9. 880. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 16 Juli 1920,

Drukt de Provinciale raad van Henegouw den wensch uit dat de Regeering zou te hulp komen aan de weduwen en weezen der burgers die, tijdens den oorlog, door den vijand werden doodgeschoten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken, met gunstig advies.*

10. 881. Bij verzoekschrift uit Aubel, gedagteekend 19 Juli 1920,

Vraagt de heer Mathen, eerstaanwezend ambtenaar bij de staatsspoorwegen, te Aubel, dat de Kamer tusschenkome opdat hem de achterstallige jaarwedden voor het oorlogstijdperk worden uitbetaald.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Marine, Posterijen en Telegrafien.*

11. 882. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 20 Juli 1920,

Vraagt de heer Hustin, Pierre, te Brussel, dat de Kamer tusschenkome om een zijner uitvindingen te doen aannemen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Openbare Werken.*

12. 897. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 27 Juli 1920,

Vraagt de heer Van Mol, te Brussel, de tusschenkomst van de Kamer ten einde te kunnen genieten van de wetsbepalingen tot wijziging van het bedrag der interesten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

13. 898. Bij verzoekschrift uit Roeselaere, gedagteekend 21 Juli 1920,

Vraagt de heer Baert, Gustaaf, de tusschenkomst

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

van de Kamer tot het verkrijgen eener vergoeding wegens opvordering van een hem toebehoorend onroerend goed.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.

14. 912. Bij verzoekschrift uit Aarlen, gedagteekend 18 Juli 1920,

Vragen de voorzitter en secretaris van de Bonden der ondstrijders, invaliden en weggevoerden, te Aarlen, de tusschenkomst der Kamer ten voordeele van de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

15. 920. Bij verzoekschrift uit Châtelet, gedagteekend 2 Augustus 1920,

Teekenen de voorzitter en secretaris van de « Centrale Syndicale des Mineurs », te Châtelet, protest aan tegen de mogelijke verdaging door den Senaat van de stemming over het wetsontwerp waarbij de achturedag en de acht-en-veertiguren-week worden ingevoerd.

Zelfde verzoekschrift vanwege den secretaris der Syndicale afdeeling van Courcelles-Forrières, van den secretaris der « Centrale des Mineurs », te Couillet, van den secretaris van het mijnwerkers-syndicaat « L'Égalité », te Marcinelle, van den voorzitter en secretaris der mijnwerkersvereeniging « Les Frères réunis », te Châtelineau, van het mijnwerkerssyndicaat « La Paix », te Courcelles.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

16. 926. Bij verzoekschrift gedagteekend 24 Juli 1920,
Verzoekt de heer Jacquemain, voorzitter van de « Amicale des Officiers de la Campagne de 1914-1918 », afdeeling Brabant, te Brussel, de Kamer dat zij eene politiek voere waarbij de instandhouding van het Belgisch volk op elke andere beschouwing den voorrang hebbe.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken.

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. | |
|-----------------------------|--|---|
| 17. | 927. | <p>Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 3 Augustus 1920,</p> <p>Drukt de provinciale raad van Luik een wensch uit strekkende :</p> <p>1^o Tot afschaffing en vervanging van de n^os 1, 2, 3 en 21 van artikel 69 der provincie-wet, betreffende sommige uitgaven die men verplicht is op de provinciale begrooting te brengen ;</p> <p>2^o Tot afschaffing en vervanging van de artikelen 44, 45 en 46 derzelfde wet, betreffende het houden der zittingen.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken.</i></p> |
| 18. | 933. | <p>Bij verzoekschrift gedagteekend uit Deynze,</p> <p>Teekent de heer Verhelst, secretaris van de afdeling der werkliedenpartij, te Deynze, protest aan tegen het verzet van den Senaat in zake de democratische hervormingen en vraagt de ontbinding van deze vergadering.</p> <p><i>BESLUIT : Dagorde.</i></p> |
| 19. | 934. | <p>Bij verzoekschrift gedagteekend uit Gent,</p> <p>Teekent de heer Verschraegen, secretaris van de socialistische partij, te Gent, protest aan tegen het verzet van den Senaat in zake de democratische hervormingen.</p> <p>Zelfde protest vanwege den heer Vandenbossche van de afdeeling der werkliedenpartij, te Ronsse.</p> <p><i>BESLUIT : Dagorde.</i></p> |
| 20. | 944. | <p>Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 27 Juli 1920,</p> <p>Vraagt de algemeene secretaris van den Belgischen Letterzetter's-bond dat de wet tot invoering van den achturedag en van de acht-en-veertiguren-week van toepassing worde gemaakt op de werklieden die in het dagbladenbedrijf werkzaam zijn.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.</i></p> |
| 21. | 950. | <p>Bij verzoekschrift uit Lovenjoul, gedagteekend 22 November 1920,</p> |

Nummers van de lijst. Nummers van het register voor de verzoekschriften.

Vraagt de heer Stroobants, landbouwer te Lovensjoul, dat zijn vee terug moge gestald worden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.*

22. 951. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 22 November 1920,

Vraagt de secretaris van den Landelijken Bond der gemeentewerklieden de toepassing der wet van 31 October 1919 op de vergoedingen voor levensduurte, welke de gemeenten aan hunne bezoldigde beambten verleen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken.*

23. 952. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 10 November 1920,

Maakt de secretaris van het Ambtenaren-syndicaat, te Gent, een dagorde over, goedgekeurd door de notarisklerken en-beambten, met den wensch dat een mogelijke herziening van het tarief der notarische akten afhandeljk worde gemaakt van eene algemeene verhooging der wedden van de notarisklerken en-beambten.

Zelfde verzoekschrift vanwege den algemeenen secretaris van het Nationaal Syndicaat der ambtenaren van België.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

24. 953. Bij verzoekschrift uit Farciennes, gedagteekend 11 November 1920,

Vragen de voorzitter en secretaris van het Mijnwerkerssyndicaat, te Farciennes - Vieux - Saule, dat iedere oud-mijnwerker die, om gezondheidsredenen, niet kan arbeiden tot den leeftijd van 55 jaar, tot het pensioen worde toegelaten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

25. 954. Bij verzoekschrift uit Namen, gedagteekend 2 October 1920,

1031. Vragen de gemeenteraden van Namen en van Ver-

1033.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

viers, alsmede de voorzitter en secretaris van de Middenstandsvereëning (afdeeling der herbergiers en likeurhandelaars) van Eecloo en omliggende gemeenten dat de wet op den alcohol zou herzien worden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

26. 955. Bij verzoekschrift uit Gilly, gedagteekend 7 Augustus 1920,

Verzoekt de voorzitter en secretaris der oudstrijdersafdeeling, te Gilly, de Kamer, dat zij eene wet tegen de warenwoekeraars zou aannemen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

27. 956. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 8 Augustus 1920,

Drukken de voorzitter en secretaris van de beroepsvereëning der Laarzen- en Schoenmakers, te Brussel, een wensch uit ten gunste van den zondagsrust.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

28. 957. Bij verzoekschrift uit Angleur, gedagteekend 7 September 1920,

Vraagt de heer Cerfontaine, politicagent te Angleur, dat de Kamer bij den Minister van Financiën tusschenbeide kome, ten einde de terugbetaling te bekomen van de sommen door hem aan de Spaarkas toevertrouwd.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

29. 958. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 11 September 1920,

Verzoekt de provinciale raad van Luik de Kamer eene wet aan te nemen, waarbij het aan de gemeenten en aan de provinciën toegelaten is zich te vereëngen ten einde de voortbrenging en de verdeeling der elektrische kracht op het grondgebied in te richten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken.*

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

50. 959. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 23 September 1920,
Onderwerpen de bondsvoorzitter en de algemeene secretaris van den nationalen bond der ondergeschikte politiebeambten onderscheidene wenschen welke op het Congres te Junet werden uitgebracht.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken.
51. 960. Bij verzoekschrift uit Marcinelle,
Verklaren de voorzitter en secretaris der socialistische Oudstrijders, te Marcinelle, zich tegen de wijze van toepassing der wet houdende het invoeren eener belasting op het inkomen.
Zelfde verzoekschrift vanwege den voorzitter en secretaris der Syndicale Kamer der meester-drukkers, te Bergen, en vanwege de « Union patronale des industries du fer », te Bergen.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.
52. 961. Bij verzoekschrift uit Meenen, gedagteekend 13 Juli 1920,
Verzoekt de secretaris der Arbeiderspartij van het Arrondissement Roeselare-Thielt de Kamer, maatregelen te treffen tegen de levensduurte.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.
53. 962. Bij verzoekschrift uit La Louvière, gedagteekend 10 September 1920,
Vraagt de heer Nelis, te La Louvière, de tusschenkomst der Kamer in eene gerechtszaak.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.
54. 963. Bij verzoekschrift uit Lovenjoul, gedagteekend 3 September 1920,
Vraagt de heer Vanden Broeck, te Lovenjoul, een administratief onderzoek tegen een schepene.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. | |
|-----------------------------|--|---|
| 55. | 965. | <p>Bij verzoekschrift uit Parijs.
Eischt de heer Albert Tresse, te Parijs, het eigendomsrecht op van eene uitvinding.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.</i></p> |
| 36. | 966. | <p>Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 21 October 1920,</p> <p>Vraagt de heer Van Verre-Janssens, te Antwerpen, de tusschenkomst der Kamer om een door hem aangekocht huis te kunnen betrekken.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p> |
| 37. | 967. | <p>Bij verzoekschrift uit Geeraardsbergen, gedagteekend 27 September 1920,
Vraagt de gemeenteraad van Geeraardsbergen de herziening van de wet op de tabaksbelasting.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.</i></p> |
| 38. | 968. | <p>Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 7 Augustus 1920,
Vraagt de « Vlaamsche Oudstrijdersbond », te Antwerpen, dat de voorwerpen, tijdens eene huiszoeking in hun lokaal aangeslagen, zouden teruggegeven worden, en dat D^r Verduyn zou worden in vrijheid gesteld.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p> |
| 59. | 969. | <p>Bij verzoekschrift uit Iseghem, gedagteekend 28 October 1920,
Vraagt de voorzitter van den « Katholieken Vlaamschen Studiekring », te Iseghem, amnestie voor de politieke gevangenen en de gevangene oudstrijders.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p> |
| 40. | 970. | <p>Bij verzoekschrift uit Selzaete, gedagteekend 5 November 1920,
Vraagt de Voorzitter van de Oudstrijders, te Sel-</p> |

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

zaete, dat de oudstrijders zouden vrijgesteld worden van de taks op de paspoorten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Buitenlandsche Zaken.

41. 971. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 4 Novem-
1920,
Vragen de voorzitter en secretaris van den Nationalen
Bond van tijdelijke gemeentearbeiders en bedienden,
te Luik, herziening der wet van 31 October 1919,
waarbij eene oorlogsvergoeding wordt verleend aan de
gesalarieerde bedienden der gemeenten en der lief-
dadigheidsbesturen, met terugwerkende kracht op
1 October 1916.
- BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken.*
42. 998. Bij verzoekschrift uit Komen, gedagteekend 17 Au-
998. gustus 1920,
1,002. Teekent de gemeenteraad van Komen protest aan
1,010. tegen het wetsvoorstel betreffende het gebruik der
talen in bestuurszaken.
Zelfde verzoekschrift van de gemeenteraden van
Donstiennes, Jumet, Lodelinsart, Loncin, Moresnet,
Neufchâteau, Ploegsteert, Seraing, Verviers, van den
algemeenen secretaris der « Assemblée Wallonne »,
te Luik, van den secretaris der Liberalé democratische
Associatie van 't arrondissement Zinnik, te La Lou-
vière, en van den voorzitter en den secretaris der
« Fraternelle wallonne », te Leuven.
- BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken.*
43. 1,003. Bij verzoekschrift uit Pironchamps, gedagteekend
29 October 1920,
Drukt de gemeenteraad van Pironchamps een wensch
uit tot bestuurlijke scheiding.
- BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken.*
44. 1,026. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 1 Decem-
ber 1920,
Vraagt de secretaris van den Bond der oud-gemeen-

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

tebedienden en-werklieden van België, te Gent, dat de wet van 31 October 1919, waarbij een duurtetoelag wordt verleend aan de gesalarieerde bedienden der gemeenten en der weldadigheidsinstellingen gewijzigd worde, derwijze dat zij ook toepasselijk weze voor al de tijdelijke oud-bedienden en oud-werklieden der gemeenten die tijdens den oorlog in dienst waren.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken.

45. 1,027. Bij verzoekschrift uit Herstal, gedagteekend 19 November 1920,

Vragen de voorzitter en de secretaris van de pensioen-mutualiteit : « L'Union fait la Force », te Herstal, wijzigingen te brengen in de wetten betreffende de ouderdomspensioenen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

46. 1,029. Bij verzoekschrift uit Marchin, gedagteekend 26 November 1920.

Teekent de gemeenteraad van Marchin protest aan tegen het wetsontwerp betreffende het gebruik der talen in Bestuurszaken.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken.

47. 1,034. Bij verzoekschrift uit Bouchout, gedagteekend 10 December 1920,

Vraagt de heer Van de Wauwer, te Bouchout, de tusschenkomst van de Kamer ten gunste van Mevr. Pelgrims, om deze het achterstallige van haar ouderdomspensioen te doen bekomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

48. 1,096. Bij verzoekschrift uit Kasteel-Brakel, gedagteekend 19 December 1920,

Vragen de voorzitter en secretaris van de afdeling der Oudstrijders, te Kasteel-Brakel, de goedkeuring der wet tot verleening eener dotatie aan de weggevoerden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.